

Janvier 2015

## **Altruisme et Individualisme. Liens avec le développement durable**

### **Avertissement.**

*Cette courte note doit se lire en conservant bien à l'esprit qu'elle s'inscrit dans le volet « sociétal » du développement durable. Ce volet « sociétal », comprend bien d'autres considérations, telles que la pauvreté et les inégalités, les biens communs et les droits collectifs, la triche, la corruption, la transmission des savoirs et des repères, etc... autant de sujets qu'il faut traiter, si l'on veut une société apaisée.*

Des intellectuels de plus en plus nombreux pensent que « La société occidentale, après une phase d'ascension continue et de domination mondiale entamée à la Renaissance, a entamé son déclin ». Ce déclin est favorisé par l'individualisme et l'indifférence, deux poisons mortels qui nous ravalent inexorablement à la condition peu enviable de simples pions qui subissent sans pouvoir prendre d'initiative de leur destin.

Le 28 novembre 2009, le think tank les « Gracques » organisait une journée de débat sur le thème : « quel nouveau contrat social dans le monde et la France de l'après crise ? ». Concluant la journée, Jacques Attali affirmait : **« nous sommes bien à un tournant de civilisation, à un moment où nous pressentons les risques de disparition de cette civilisation, comme d'autres avant la nôtre, en d'autres temps ».**

Il ajoutait : « seul, un changement de comportement, peut nous sauver. **C'est l'altruisme, un sens de l'intérêt général plus fort que notre intérêt particulier, car ce dernier est mis en cause, si le premier n'est pas respecté** ». Selon lui, nous serions contraints de devenir altruistes par intérêt.

Le mot était lâché : altruisme.

L'altruisme, cette noble pensée utopiste, méditée par quelques individus au grand cœur serait-elle la seule mesure capable d'éviter la disparition de notre civilisation ? Et cette affirmation émanerait de Jacques Attali, l'auteur de deux rapports dont beaucoup d'observateurs avaient souligné le caractère très libéral ? On croît rêver.

Et c'est là qu'entre en scène le moine bouddhiste Matthieu Ricard, auteur de nombreux ouvrages, et notamment d'un livre qui a marqué les esprits lors de sa sortie en 2013 : « Plaidoyer pour l'altruisme ».

Dans ses écrits, Matthieu Ricard démontre rationnellement et de façon indiscutable que l'altruisme est bel et bien une nécessité dans la société, **ET SURTOUT** qu'il est possible de le mettre en œuvre. Son raisonnement peut-être résumé de la façon suivante :

**1 – Premier constat :** il nous est difficile de concilier trois échelles de temps.

- L'économie, qui évolue à un rythme toujours plus rapide. Les marchés s'envolent et s'écroulent d'un jour à l'autre
- La satisfaction de vie qui se mesure à l'échelle d'un projet de vie, d'une carrière, d'une génération.
- L'évolution de l'environnement, qui se mesure sur un siècle, un millénaire ou une époque.

Il conclut ce constat par une question : faut-il renoncer à l'idée de concilier ces trois échelles de temps ?

**2 – Deuxième constat :** il existe un fil d'Ariane qui relie ces trois échelles de temps et permet d'harmoniser leurs exigences. Il s'agit de l'altruisme, qui n'est pas un noble idéal, mais plus que jamais une nécessité. Selon lui :

- si nous avons davantage d'altruisme, de considération pour autrui, nous ne nous livrerons pas à des spéculations sauvages avec l'argent des épargnants,
- si nous avons davantage de considération pour la qualité de vie de ceux qui nous entourent, nous veillerons à améliorer les conditions du travail, de la vie familiale etc,
- si nous avons davantage de considération pour les générations à venir, nous ne sacrifierons pas inconsidérément le monde que nous leur léguons.

**3 – troisième constat :** Les économistes ont fondé leurs théories sur la supposition que les hommes poursuivent exclusivement leurs propres intérêts. Mais ils oublient soigneusement de mentionner **l'insistance exprimée par Adam Smith sur la nécessité de veiller au bien d'autrui pour que la société fonctionne de manière harmonieuse.**

**Si bien que la question qui découle logiquement de ces trois constats est la suivante : comment induire au sein de la population un changement vers une culture plus altruiste, soucieuse du bien d'autrui ?**

Matthieu Ricard y répond de la façon suivante :

**1 – L’altruisme existe bel et bien.** Pour cela, il se réfère aux travaux de psychologues contemporains comme Daniel Batson (Etats Unis) ou d’économistes comme Ernst Fehr (ETA ZURICH), qui en apportent la démonstration. Ernst Fehr affirme même qu’il est impossible d’ignorer le fait que nombre de personnes se comportent de manière altruiste.

**2 – On peut cultiver l’altruisme.** Ensuite, il met en évidence la possibilité de cultiver l’altruisme au niveau individuel, et d’étendre cette transformation à la société. Matthieu Ricard rappelle qu’il est prouvé (cf travaux de théoriciens contemporains de l’évolution) que des individus altruistes isolés qui ne seraient confrontés qu’à des individus égoïstes et violents disparaîtraient rapidement mais qu’en revanche, si ces altruistes se regroupaient et s’associent, ils possèderaient un avantage évolutif indéniable sur les égoïstes.

**3 – Les altruistes doivent définir les règles du jeu.** C’est le troisième point de la démonstration. L’économiste Ernst Fehr montre que si l’on place un groupe de personnes dans une situation – un jeu associé à des retombées financières par exemple – où la confiance mutuelle joue un rôle important, environ 70% des participants commencent par coopérer loyalement les uns avec les autres. Mais dans le groupe, il y a toujours un certain nombre d’égoïstes invétérés. A mesure que ces derniers profitent de la moindre occasion pour tirer profit des interactions du groupe, les altruistes finissent par se lasser et le taux de coopération chute à 10%.

En revanche, si les altruistes sont disposés à établir un système de « punition altruiste » selon lequel les transgressions des égoïstes sont pénalisées au prix d’un coût certain pour les égoïstes, le taux de coopération passe rapidement de 10 à 95%.

Et Matthieu Ricard de conclure : Dans le premier cas, les égoïstes ont saboté la dynamique du groupe, comme ce fut le cas par exemple lors de la récente crise financière. Dans le deuxième cas, les altruistes ont réussi non pas à transformer les égoïstes, mais établir un système **tel que les égoïstes ont intérêt à se comporter comme s’ils étaient altruistes.** Et nous rejoignons la conclusion de Jacques Attali au séminaire des Gracques, même si les motivations de Matthieu Ricard volent nettement plus haut que la simple défense de l’intérêt individuel !

La leçon est donc que les altruistes doivent établir les règles du jeu, et prévoir des sanctions dissuasives en cas d’entorse aux règles.

Ensuite, Matthieu Ricard prend plusieurs exemples qui éclairent sa conclusion. Parmi ceux-ci, il montre que si l’on demande à un enfant d’aider un autre enfant plus jeune à réviser ses cours, non seulement l’enfant aidé progressera mieux dans des études, mais encore celui qui se sera investi dans la responsabilité d’aider les plus jeunes progressera lui aussi significativement, même s’il n’était pas jusqu’alors un bon élève.

**Selon nous,** on peut prendre un autre exemple que n’a pas évoqué » Matthieu Ricard : la limitation de vitesse sur les routes et les autoroutes. C’est un problème de sécurité, donc de civisme, c’est à dire d’intérêt général. Dans les années 90, celui qui respectait

scrupuleusement ces limitations passait souvent pour un imbécile, étant constamment doublé, voire insulté par ceux qui estimaient qu'il ne se garantirait pas assez vite pour les laisser passer.

Depuis que cette «incivilité» est sévèrement sanctionnée, il est probable que 90 % des conducteurs se conduisent correctement, et, au fond, ne sont pas mécontents d'avoir un comportement civique (ils participent à la lutte contre la mortalité sur la route), c'est à dire altruiste.

A contrario, on peut aussi citer une interview de David Wright, le secrétaire général de l'Organisation internationale des commissions de valeurs, publiée dans LES ECHOS du 5 mars 2013, sur les abus des banques.

Selon lui, « **Les sanctions sont beaucoup trop faibles, elles ne suffisent pas à démotiver les fraudeurs.** » Au moment où les banques paient de lourdes amendes dans le scandale de la manipulation de l'indice Libor, David Wright martèle : « **Il faut des sanctions beaucoup plus élevées et il faut des sanctions pénales pour les fautifs. Dans le cas du Libor, si les traders avaient su qu'ils risquaient des années de prison en manipulant les taux, ils n'auraient peut-être pas agi ainsi.** » Délits d'initié, manipulations de marché, mauvaises ventes de produits financiers... « **Il y a eu ces derniers temps beaucoup trop de scandales, cela montre bien qu'il n'y avait pas assez de mesures dissuasives dans le système** », poursuit David Wright.

### Conclusion

La leçon est bien que les altruistes doivent établir les règles du jeu, et prévoir des sanctions dissuasives en cas d'entorse aux règles.

Sans ces règles du jeu, nous n'y parviendrons pas, car, aujourd'hui, l'égoïsme, la fraude, la déloyauté, la corruption et la malhonnêteté sont fréquemment payants. Or, il faut à minima que l'honnêteté et l'altruisme ne soient pas pénalisants.

Si les égoïstes l'emportent, beaucoup pensent que c'est la civilisation qui sera emportée.

Seul problème : le mot « altruisme », même s'il est approprié, n'est probablement pas le meilleur, et sera vite tourné en dérision, si on n'y prend garde, comme le fut le rapport Stiglitz, parce qu'il avait eu le malheur d'évoquer la notion de bonheur. La guerre de la communication a permis de le torpiller.

Les concepts d'économie sociale, d'entreprise coopérative ou mutualiste, d'honnêteté, de bonne foi dans l'application des contrats, etc, ne sont pas mieux traités. Ils sont souvent évoqués avec condescendance par ceux qui estiment qu'ils n'ont plus lieu d'être, alors qu'il s'agit de repères fondamentaux.

Il faut donc veiller tout particulièrement à ce point, car ce sera un angle d'attaque de tous ceux qui souhaitent maintenir la Loi du plus fort dans notre système économique et social. Pour notre part, nous pensons que si la concurrence (loyale, éthique et non

faussée) est une bonne chose dans l'économie, la société vit mieux en développant la coopération plutôt que la compétition.

L'ensemble de la politique du gouvernement, ainsi que l'éducation donnée par les parents et l'école, jusque dans les grandes écoles et l'université, devrait avoir pour but de conduire les jeunes générations à réfléchir soigneusement à ce sujet, et à se forger une opinion.



